

moyennes. Le contenu du programme du Parti ne supprimera pas une barrière de classe, à moins de n'être plus qu'un programme petit bourgeois déguisé. Seule une situation de crise sociale et politique du régime peut amener une partie de ces classes moyennes qui « oscillent entre le Capital et le travail » à abandonner leur propre point de vue réactionnaire pour celui du prolétariat. Mettre en avant qu'il ne faut pas effrayer les classes moyennes, signifie éviter de parler des tâches historiques du prolétariat dans la révolution sociale : c'est-à-dire en premier lieu détruire l'ensemble de l'Etat bourgeois, pour instaurer l'Etat de dictature du prolétariat. La stratégie actuelle mène à rendre notre programme le plus proche possible de ce que proposent les prétendus représentants des classes moyennes, en pratique, les réformistes. Elle ne peut qu'entretenir dans les masses, et parmi les militants, une série d'illusions sur la possibilité de réformer le capitalisme, c'est-à-dire, une série d'illusions sur l'Etat bourgeois. Mais, au fait, nos dirigeants ne partagent-ils pas ces illusions ?

### ● III. LA DEMOCRATIE VERITABLE, OU L'ECHELLE (MOBILE ...) DU SOCIALISME.

La ligne de démocratie véritable, nous dit-on, est justifiée théoriquement par les conditions nouvelles de notre époque qui rendent possible le passage pacifique au Socialisme.

En effet, tout doute exprimé sur le contenu de cette étape indispensable entraîne la réponse automatique : « Camarade, tu remets en cause la possibilité de passage pacifique au Socialisme ». Inversement, la démocratie véritable permet le passage pacifique au Socialisme, et du même coup le justifie : avec toutes les garanties qu'elle offre aux travailleurs, la véritable démocratie (déclaration des Partis Communistes de 57), ne sera plus qu'une affaire soluble par voie électorale.

Si cette démonstration, à caractère « cyclique » ne suffit pas, on explique parfois qu'il s'agit d'un régime transitoire, « époque de lutte de classes intense », et on laisse entendre que l'issue de la lutte dépendra de l'importance des mouvements de masse. Cette vision idyllique entraîne en contrepartie, l'autre vision idyllique du régime « fort et stable », et tellement démocratique dans tous les domaines qu'on pourrait s'interroger sur la nécessité de passer au Socialisme.

En fait, si l'étape en question a été souvent décrite, elle n'a jamais eu de définition bien précise et on se garde d'aborder ce sujet. Etat capitaliste ? sans doute. Il serait alors encore plus « ultime » que le capitalisme monopoliste d'Etat, lui-même qualifié de phase ultime du capitalisme ? Personne n'y comprend plus rien.

En résumé, la stratégie de démocratie véritable, de passage pacifique, voire parlementaire, tient dans les propositions suivantes : toutes les couches de la société autres que la petite fraction des actionnaires et autres propriétaires des gros moyens de production, sont lésées par le pouvoir des monopoles. Elles ont donc intérêt à s'unir contre eux et à instaurer un régime démocratique, réellement démocratique, c'est-à-dire où les partis représenteraient les classes sociales de façon authentique. Le régime étant démocratique, la classe ouvrière n'aurait plus alors de grandes difficultés à convaincre ses partenaires qu'il faut aller plus loin et construire le Socialisme.

L'explication détaillée de ce processus, se trouve dans *la marche de la France au Socialisme*. Citons en quelques extraits (page 71 à 78) :

La démocratie nouvelle sera une création continue. En d'autres termes, la progression s'y poursuivra vers le socialisme, favorisée par l'affaiblissement des positions économiques et politiques des monopoles, par le renforcement de celles de la classe ouvrière et de ses alliés. La petite bourgeoisie se convaincra dans l'action que son intérêt est de se solidariser avec les ouvriers, que les améliorations sérieuses ne viennent que de la lutte et qu'au bout du compte, il faut trancher une bonne fois, (sic !), par le

socialisme, les questions venues à maturité (26).

Après un rappel de la conférence des Partis communistes de 1960 :

La classe ouvrière peut ... conquérir une solide majorité parlementaire et transformer le Parlement d'instrument au service des intérêts de classe de la bourgeoisie, en instrument au service du peuple travailleur.

On nous précise qu'il s'agit bien :

d'utiliser le système parlementaire ... ultérieurement après l'accession des travailleurs au pouvoir. La formation du pouvoir nouveau avec le concours de l'institution parlementaire traditionnelle ne pourrait que renforcer l'autorité de ce pouvoir et souligner l'illégalité de toute résistance aux transformations sociales, à l'établissement de la propriété sociale des grands moyens de production.

Toutefois :

Un puissant mouvement populaire en dehors du Parlement est d'ailleurs nécessaire précisément pour que le Parlement joue un rôle positif. Sinon le danger du réformisme apparaîtrait.

Arrêtons là les citations. Kautsky, sans attendre les conditions nouvelles de notre époque, et tout en conservant le vocabulaire du marxisme, expliquait que ...

Le but de notre lutte politique reste ... la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître du « gouvernement ». (Cf. l'Etat et la Révolution).

Le réformisme n'est pas l'utilisation d'un parlement en tant que tel, comme forme du pouvoir prolétarien, encore que l'institution de politiciens professionnels — les députés — soit fort éloignée de la démocratie prolétarienne. Le réformisme est de parler de la conservation du Parlement, avec le lourd passé de trahison qu'a cette institution en France, et de passer sous silence le problème de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. L'Etat bourgeois ne s'est jamais limité, et de nos jours de moins en moins, simplement au Parlement, et au gouvernement. L'Etat bourgeois c'est d'abord toute une structure administrative et coercitive (armée de métier, police), toute une bureaucratie pliée aux usages, moeurs, besoins et influences du grand Capital. Les lois, votées au Parlement, ne peuvent qu'entériner un état de fait, que donner un vernis légal, « voulu par la Nation », à des décisions nécessairement prises ailleurs. Avec quels moyens, un Parlement « démocratique » agira face à ceux qui sont les réels centres de décision et d'application du grand Capital ? Nos dirigeants se défendent, ils disent : ce n'est pas du réformisme, il y aura en plus un large mouvement de masse, « d'une ampleur inégalée ». Mais à quoi servira ce mouvement de masses ? A faire pression sur le Parlement ? quel intérêt s'il est

(26) Nous ne discuterons pas ce qui dans ce texte est le propre des opportunistes : parler de l'action, de la lutte, du mouvement des masses, en général, sans jamais aborder le problème essentiel des moyens et perspectives de telles actions, luttes et mouvements. Le répondeur pratique de tels bavardages se trouve, par exemple, dans notre comportement vis-à-vis de la guerre au Viet-Nam : le Parti édite les affiches : « EXIGEONS ... AGISSONS » ... et n'organise aucune action d'envergure sur ce sujet, mieux, nos dirigeants désavouent les actions existantes hors des actions pacifistes du Mouvement de la Paix, qui n'hésite pas à se réclamer d'U Thant et du Pape, qualifiés d'agents de l'impérialisme par les Viet-Namiens eux-mêmes !